

| | | |
|---|--|---|
|  |  | |
| <p>Établissement Support GHT</p> | <p>Cahier des charges</p> | <p>GHT SOMME LITTORAL SUD</p> |

**Travaux d'aménagement du bâtiment n°1 du centre St Victor CHU AMIENS
Lot 10 Stores / Fermetures**

SOMMAIRE

| | | |
|--------|--|----|
| 1 | GENERALITES | 3 |
| 1.1 | PRESCRIPTIONS GENERALES..... | 3 |
| 1.1.1 | Objet et étendue des travaux..... | 3 |
| 1.1.2 | Sécurité et protection de la santé | 3 |
| 1.1.3 | Déchets..... | 3 |
| 1.1.4 | Normes et règlements..... | 4 |
| 1.1.5 | Connaissance des locaux..... | 5 |
| 1.1.6 | Cohérences des nouvelles installations avec les installations existantes | 5 |
| 1.1.7 | Objet des études préalables..... | 5 |
| 1.1.8 | Projet technique définitif | 5 |
| 1.1.9 | Études d'exécution | 5 |
| 1.1.10 | Auto contrôles de l'entreprise..... | 6 |
| 1.1.11 | Attestation de conformité..... | 7 |
| 1.1.12 | Réception des installations..... | 7 |
| 1.1.13 | Présentation d'échantillons..... | 7 |
| 2 | Travaux | 7 |
| 2.1 | Visite de site avant chiffrage | 7 |
| 2.2 | Limites de prestations | 7 |
| 2.3 | Etendu des prestations..... | 8 |
| 2.4 | Coordination..... | 8 |
| 2.5 | Description des ouvrages | 8 |
| 3 | Objet du présent CCTP | 9 |
| 3.1 | Définition des travaux | 9 |
| 3.2 | Informations générales | 9 |
| 3.3 | Obligations des entreprises..... | 9 |
| 3.4 | Visite de site avant chiffrage | 9 |
| 3.5 | Etendu des prestations..... | 9 |
| 3.6 | Sortie des déchets et des gravats :..... | 10 |
| 3.7 | Nettoyage | 10 |
| 3.8 | Dossiers des Ouvrages Exécutés..... | 10 |
| 3.9 | Description des ouvrages: | 11 |
| 3.9.1 | Store à enroulement à commande manuel | 11 |

1 GENERALITES

1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Techniques (CCTP) complète toutes les pièces annexées au marché sachant que ce document associé à toutes les autres pièces ne font qu'un seul et même dossier contractuel.

Les plans, les dessins et descriptif serviront de base aux devis.

Les ouvrages figurant sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

D'autre part, le présent CCTP et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

Si l'entreprise le juge nécessaire, afin de détailler son offre, un devis détaillé avec lignes supplémentaires pourra être remis en complément de la DPGF. La DPGF du DCE ne doit pas être modifiée.

1.1.1 Objet et étendue des travaux

Le présent Cahier des Charges Techniques a pour objet de définir tous les travaux qui seront susceptibles d'être exécutés dans le cadre de l'aménagement bâtiment n°1 sur le site Saint Victor du CHU AMIENS.

Le présent marché a pour objet de mettre en œuvre des installations de plomberie dont le périmètre est le suivant :

ECS – EFS - EU : modifications et adaptation des réseaux neufs et existants

Equipements sanitaires : Totalité des équipements neufs et matériel associé

1.1.2 Sécurité et protection de la santé

Une coordination de chantier est prévue conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

D'une manière générale les entreprises devront toutes les installations réglementaires de sécurité et de protections de la santé. Elles auront à charge les protections qui leur sont propres ainsi que toutes les dispositions prévues, dans le cadre du PGC établi par le coordonnateur SPS et le CCAP.

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels adaptés à leur activité.

Chaque entreprise est responsable de la prévention des accidents pour ce qui concerne ses travaux

1.1.3 Déchets

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est responsable de l'évacuation des déchets directement ou indirectement produits par son activité.

Ceux-ci seront évacués vers les filières de traitement adaptées selon leurs natures.

1.1.4 Normes et règlements

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises homologuées par circulaires officielles, normes françaises homologuées par l'AFNOR, documents techniques unifiés... Applicables aux travaux décrits par le présent document en vigueur à la date de la remise de l'offre, ainsi qu'aux règles de l'art.

Si en cours de travaux, de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entreprise serait tenue d'en référer par écrit aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

Il sera toujours fait l'application de la dernière édition, avec mise à jour suivant l'additif rectificatif en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

Les installations seront réalisées conformément aux normes en vigueur avec fourniture, pose et raccordement en ordre de marche, ainsi que les essais et la mise en route de tous les équipements.

Les appareils et matériaux seront de la meilleure qualité, et répondront exactement aux conditions nécessaires à la bonne exécution des travaux.

Tout appareil ou travail présentant des défauts sera refusé et toutes les conséquences de ce refus seront à la charge de l'entreprise.

Les matériaux ou produits utilisés seront agréés CSTB ou, à défaut, feront l'objet d'un agrément écrit par le Bureau de Contrôle.

Les références aux documents énoncés ci-après ne constituent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables pour un bâtiment d'équipement normal.

Les installations décrites au présent document seront conformes :

D'une façon générale, l'ensemble des matériaux et l'exécution des différents ouvrages répondra aux règles de l'art et sera conforme aux normes et règlements en vigueur et notamment

- Code de la construction et de l'habitation,
- Cahiers de la prévention,
- Avis techniques et tous règlements et arrêts préfectoraux et municipaux applicables à la date de construction des ouvrages,
- Règle contre l'incendie dans les Etablissements Recevant du Public.
- Code du travail.
- Règles de calculs, Normes françaises et Documents Techniques Unifiés dont la liste contractuelle est la dernière de celles publiées par le CSTB 3 mois avant la date de signature des marchés.

NORMES FRANCAISES homologuées éditées par l'A.F.NOR.,

CAHIER DES CHARGES - D.T.U., édité par le C.S.T.B.,

REGLES TECHNIQUES DE CONCEPTION, DE CALCUL ET D'EXECUTION DES OUVRAGES, éditées par C.S.T.B.,

Norme NF EN 13 561: stores extérieurs

Norme NF EN 13 120/IN1 : stores intérieurs

Norme NF EN 16 433: stores intérieurs

Norme NF EN 16 434: stores intérieurs

Norme NF EN 13 659 : Fermeture et stores vénitiens extérieurs

Et d'une manière générale, à tous les textes législatifs et réglementaires et notamment ceux contenus dans le R.E.E.F.

DTU 34.4 mise en œuvre des fermetures et stores

Tous les règlements et décrets mis à jour à la date de l'exécution des travaux.

Autres documents :

Règles de l'Art,
Avis Techniques en vigueur et valables à la date de remise de l'offre,
Les autres documents et clauses contenus dans le REEF,
Les clauses techniques particulières imposées dans le présent CCTP,
Les textes et documents visés dans le CCTG / Marchés publics,
Normes A.F.N.O.R.,
Réglementation Thermique en vigueur,
La nouvelle réglementation acoustique,
Les règlements de sécurité contre l'incendie des ERP de type U de 1ère catégorie,
La réglementation concernant l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite
Durant cette phase de l'exécution, l'entreprise présentera les échantillons des matériels.
L'entreprise devra également fournir :

- Les caractéristiques précises de chaque appareil, avec échantillonnage ;
- Les avis techniques des matériels et matériaux employés ;
- Les séries de plans portant mention de l'emplacement des percements.

1.1.5 Connaissance des locaux

Avant toute remise d'offre le titulaire du présent lot devra avoir visité les locaux concernés et avoir pris connaissance de manière exhaustive des installations à modifier, déposer, ainsi que l'ensemble des installations concernées par les travaux prévus.

1.1.6 Cohérences des nouvelles installations avec les installations existantes

Dans la mesure du possible les matériels mis en œuvre seront de même type que ceux généralement installés sur le site concerné.

1.1.7 Objet des études préalables

L'ensemble des études préalables à tous travaux aura pour objet la garantie de résultat.
Sur l'ensemble des travaux mis en œuvre la maîtrise d'ouvrage exige une garantie de résultat.

1.1.8 Projet technique définitif

Le projet technique d'exécution sera établi par l'entrepreneur. Il sera soumis au Maître d'ouvrage et exceptionnellement au Maître d'œuvre suivant les besoins, ainsi qu'au Bureau de Contrôle.

Ce projet comprendra notamment :

- Les plans définitifs, complets et détaillés ;
- Les schémas de principe ;
- Toutes les notes de calculs ;
- Les fiches techniques des équipements ;
- Tous les certificats de conformité des équipements et matériaux ;
- Les procès-verbaux d'essais et mises en service normalisés suivant la demande du bureau de contrôle.

1.1.9 Études d'exécution

Dans le cadre de son offre, l'entreprise devra établir, en conformité avec les pièces marchées tous les plans et détails nécessaires à l'exécution des ouvrages en liaison avec les autres lots, qui devront être transmis pour validation au bureau de contrôle ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra prendre en compte les avis et adaptations qui seraient formulés par la maîtrise d'ouvrage et le bureau de contrôle sans que cela n'entraîne un supplément sur le prix forfaitaire. Les documents que l'entreprise doit établir au titre de son marché seront fournis au Maître d'ouvrage ainsi qu'au bureau de contrôle pour validation dans les délais contractuels (voir période de préparation ou autres dispositions retenues) et devront faire l'objet d'un bordereau de remise. Aux dates fixées par le planning et avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur fournira pour approbation par le Maître d'ouvrage et le Bureau de Contrôle les plans et détails d'exécution de ses ouvrages comprenant :

- Les tracés de toutes les canalisations ;
- Toutes les réservations dans les maçonneries avec leurs côtes ;
- L'implantation des appareils ;
- Les plans des gaines avec le positionnement des colonnes ;
- Les notes de calculs.

Étant entendu que ces documents seront établis en coordination avec les entreprises de gros-œuvre, électricité, chauffage, ventilation, climatisation etc. et que l'entrepreneur du présent lot coopérera à l'établissement des plans d'exécution des lots dont les ouvrages auraient des incidences sur ses propres travaux.

En cas de remise tardive de ces documents, les réservations et autres travaux préparatoires seront exécutés aux frais de l'entrepreneur du présent lot.

Il est rappelé que l'entrepreneur assume seul la responsabilité de ses études et calculs ainsi que l'exécution de ses travaux.

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet (CCTP, plans), en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien et de tenir compte des sujétions éventuelles qui peuvent le concerner.

1.1.10 Auto contrôles de l'entreprise

Dans le cadre des vérifications techniques qui lui incombe (code de la construction article L 111-38), l'entreprise devra avant tout début d'exécution, proposer à l'agrément du Maître de l'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, ainsi qu'à l'avis du bureau de contrôle, le programme "d'autocontrôle" qu'elle entend adopter sur leur fournitures et prestations.

En cours de travaux, l'entrepreneur du présent lot devra s'assurer à tout moment par des contrôles internes de la qualité des travaux réalisés, il devra à ce titre fournir des procès-verbaux sur les prestations suivantes à la demande du Maître d'ouvrage et exceptionnellement du Maître d'œuvre suivant les besoins ainsi que du bureau de contrôle :

Vérification en cours de chantier

L'entreprise devra prendre toutes les mesures pour vérifier ses ouvrages.

- Avant la mise en œuvre du calorifugeage ;
- Avant le rebouchage des trémies ;
- Avant la fermeture des gaines techniques.

Ces vérifications s'effectueront en présence du Maître d'Œuvre s'il le demande, de ses représentants et de l'installateur.

Tous les essais pourront être différés tant qu'une partie quelconque des fournitures ou de leur mise en Œuvre ne sera pas acceptée. Les conséquences en découlant restant à la charge de l'entreprise.

Le Maître d'Œuvre procédera durant le chantier aux vérifications suivantes :

- La conformité des installations posées avec le devis descriptif.
- La bonne exécution et la conformité avec les règles de l'Art.

Toutes les pièces endommagées durant le transport, le stockage ou la mise en place seront purement et simplement refusées et toutes vérifications que le Maître d'Œuvre jugera nécessaire.

Les ouvrages défectueux refusés par la maîtrise d'œuvre ou le Bureau de Contrôle technique seront remplacés ou mis en conformité aux seuls frais de l'entreprise.

L'entreprise aura à sa charge les travaux et fournitures provisoires permettant les vérifications.

1.1.11 Attestation de conformité

En fin de travaux, les entreprises devront fournir une attestation de conformité, délivrée par un organisme de contrôle agréé. Ce document devra être transmis au Maître d'œuvre et au contrôleur technique avant la réception des ouvrages réalisés.

Les frais de contrôle, pour vérification des documents au niveau de la conformité aux normes et ceux pour la délivrance de l'attestation de fin de travaux, sont à la charge de l'entrepreneur.

1.1.12 Réception des installations

La réception des travaux s'effectue sur convocation du Maître d'ouvrage. À cet effet, le titulaire du marché doit transmettre le DOE dans les 15 jours, passer ce délai le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites à l'article du CCAP.

1.1.13 Présentation d'échantillons

Les échantillons des matériels et matériaux proposés seront à produire pour agrément par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, accompagnés de leur certificat de conformité le cas échéant.

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage se réservent le droit de refuser tout équipement jugé non conforme.

2 Travaux

2.1 Visite de site avant chiffrage

Les entreprises consultées auront une connaissance des lieux et auront la liberté de poser, par écrit sur la plateforme des marchés publics, l'ensemble des questions nécessaires à la bonne compréhension du projet pour établir leurs chiffrages.

Aucune réclamation ne pourra être reçue par le maître d'ouvrage après la remise des plis.

2.2 Limites de prestations

Les travaux du présent marché seront réalisés au sein d'un site hospitalier en activité, une coactivité et des limites de prestation seront à prévoir pour chaque lot, tant au niveau des approvisionnements que de la réalisation des ouvrages.

En effet, le reste du site St Victor où se situe notre zone de travaux est actuellement en exploitation.

L'ensemble des travaux seront réalisés en site occupé. L'entreprise devra prévoir l'ensemble des prestations nécessaires à la continuité de service du CHU (bâtiment existant) compris la continuité de

service des installations de secours. L'entreprise réalisant les travaux devra notamment prendre en compte et répondre aux spécifications suivantes (liste non exhaustive voir spécifications au cahier des prescriptions communes en annexe) :

- Installations provisoires si nécessaire,
- Prise connaissance de l'ensemble des contraintes et de toutes les sujétions incombant au fait de réaliser les travaux en site occupé,
- Fourniture et réalisation d'un plan de prévention des risques, et de limitation de tous les types de nuisances (poussière, bruit, présence de public, ...),
- Nettoyage à la fin de chaque tâche et en fin de journée des zones qui auront été concernés par la réalisation des travaux,

Dans chaque zone où elle intervient des mesures avant et à la mise à disposition de la zone devront être faites. L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble de ces contraintes et de ces spécifications. Si celle-ci déroge aux points évoqués ci-avant, elle s'expose à une possibilité d'arrêt immédiat de l'ensemble des travaux en cours avec obligation de palier les irrégularités observées ayant conduit à la suspension de la réalisation des travaux.

2.3 Etendu des prestations

Les travaux à effectuer comprennent la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la manutention, la pose nécessaires à la réalisation conformément aux règles de l'art et aux spécifications techniques du présent C.C.T.P de l'ensemble des aménagements.

Ils comprennent également :

- La fourniture de tous documents nécessaires à une bonne installation des ouvrages,
- L'établissement par le titulaire des plans de réservations,
- L'Etablissement par le titulaire des plans d'exécution des ouvrages,
- La fourniture et l'installation pour chaque entreprise de ses propres installations de chantier
- Le nettoyage journalier du chantier ainsi que celui en fin de chantier,
- Toutes les sujétions d'échafaudage et de protection,
- Les réservations et scellements,
- La coordination avec les entreprises des autres corps d'état.
- Les dossiers de récolement (DOE) comprenant tous les documents énumérés.
- Les rapports d'essais complets avec indication précise de tous les résultats obtenus.
- Les études et notes de calcul

De façon générale, tous les documents administratifs ou techniques demandés.

2.4 Coordination

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet (CCTP, plans), en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien et de tenir compte des sujétions éventuelles qui peuvent le concerner.

Le titulaire devra déléguer, pendant la durée du chantier, un technicien confirmé pouvant prendre toute décision d'ordre technique.

En cas d'absence de cette personne, le remplaçant devra avoir au préalable pris connaissance du dossier, comptes rendus de chantier depuis le début des travaux

2.5 Description des ouvrages

Les travaux pour le présent marché seront basés sur les plans fournis au dossier.

3 Objet du présent CCTP

3.1 Définition des travaux

Le présent marché a pour objet les travaux de mise en conformité du bâtiment en vue d'une réouverture du bâtiment 1 du site Saint Victor anciennement consultation ophtalmologie classé type U de la 4ème catégorie. La nouvelle activité prévoit la prise de rendez-vous pour accompagner les personnes atteintes d'un cancer dans les démarches administratives et de soutien psychologique. Le nouveau classement proposé sera de type W de la 5ème catégorie.

Les travaux consisteront à :

- Pour chaque niveau sur l'ensemble des fenêtres
 - Pose Store à enroulement à commande manuel

3.2 Informations générales

Les travaux du marché devront être exécutés jusqu'à l'obtention d'une finition totale et parfaite dans les règles de l'art, conformément aux normes et règlements en vigueur.

Les entrepreneurs devront toutes les fournitures et tous les travaux préparatoires ou complémentaires à la bonne exécution des ouvrages décrits sans pouvoir se prévaloir de leur non-spécification au présent descriptif.

Les plans annexés au présent C.C.T.P sont des plans de principe et en aucun cas des plans d'exécution (à la charge de chaque entreprise).

3.3 Obligations des entreprises

Les travaux seront exécutés conformément aux spécifications et règlements techniques en vigueur à la signature des marchés. Les fiches techniques et certificat de conformité des matériels et matériaux utilisés seront fournis.

3.4 Visite de site avant chiffrage

Les entreprises consultées auront une connaissance des lieux et auront la liberté de poser l'ensemble des questions nécessaires à la bonne compréhension du projet pour établir leurs chiffrages.

Aucune réclamation ne pourra être reçue par le maître d'ouvrage après la remise des plis.

3.5 Etendu des prestations

Les travaux comprennent la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la manutention, la pose nécessaires à la réalisation conformément aux règles de l'art et aux spécifications techniques du présent C.C.T.P de l'ensemble des aménagements.

Ils comprennent également :

- La fourniture de tous documents nécessaires à une bonne installation des ouvrages,
- L'établissement par le titulaire des plans de réservations,

- L'établissement par le titulaire des plans d'exécution des ouvrages,
- La fourniture et l'installation pour chaque entreprise de ses propres installations de chantier,
- Le nettoyage journalier du chantier ainsi que celui en fin de chantier,
- Toutes les sujétions de protection,
- La coordination avec les entreprises des autres corps d'état.
- Les dossiers de récolement (DOE) comprenant tous les documents énumérés.
- Les rapports d'essais complets avec indication précise de tous les résultats obtenus.

De façon générale, tous les documents administratifs ou techniques demandés.

3.6 Sortie des déchets et des gravats :

Les entreprises procéderont au démontage et évacuation des matériaux résultant à la fin de chaque phase de travaux.

Dans des containers fermés, étanches et propres extérieurement.

Les horaires pour la sortie des déchets et gravats seront fixés précisément en début de chantier.

Ceux-ci seront également définis en dehors de la plage horaire 8h-17h

3.7 Nettoyage

Le chantier sera nettoyé quotidiennement et à la demande du Maître d'Œuvre.

Chaque lot aura la charge du nettoyage dû à son intervention et l'évacuation de ses gravats.

Toutes mesures de protections nécessaires (bâches, palissades, matériels tels qu'aspirateurs...) devront être prises par les sociétés.

3.8 Dossiers des Ouvrages Exécutés

A la réception des travaux, les entreprises devront fournir le dossier des ouvrages exécutés en 6 exemplaires comprenant (dont 1 reproductible) :

- Un jeu de plans d'exécution absolument conforme aux travaux exécutés, accompagné d'une clé USB avec les fichiers sous format AUTOCAD et PDF
- Les fiches techniques des matériels installés
- La liste de tous les fabricants ou distributeurs des matériels installés avec adresse et numéro de téléphone.
- Procès-verbaux.
- Les fiches correspondantes aux certificats d'autocontrôle.

Seront inclus dans le chiffrage :

- Fourniture et pose de stores à enroulement à commande manuel.

- Toute sujétions ne figurant pas au dossier que le l'entreprise jugera utile de chiffrer afin d'assurer le bon fonctionnement des installations

3.9 Description des ouvrages:

3.9.1 Store à enroulement à commande manuel

Fourniture et pose de stores roulants sur l'ensemble des locaux sauf dans les locaux borgnes et les couloirs de circulation.

Les stores à rouleau manuels seront équipés d'une toile micro-perforée et nettoyable, classée M1, garantissant un confort thermique et visuel selon les normes et réglementations en vigueur. La structure sera en aluminium, comprenant un tube d'enroulement et une barre de charge assortie. La manœuvre se fera par chaînette, avec un système sécurisé empêchant toute sortie intempestive. La fixation sera réalisée sur un support en aluminium avec des accessoires adaptés pour assurer une installation fiable et durable.

Les dimensions des stores seront adaptées à celles des fenêtres.
Le choix du coloris sera déterminé par le maître d'ouvrage.